

8^{ème} ASSEMBLÉE DU PERSONNEL DE L'OFFICE MÉDICO-PÉDAGOGIQUE (OMP)

– mardi 24 mai 2011 –

RÉSOLUTION

Le personnel, réuni en Assemblée le 24 mai 2011,

1) A entendu par la voix des délégué-e-s élu-e-s à la Commission du personnel de l'OMP (CP-OMP), le **compte rendu des séances** entre la CP-OMP et la direction générale de l'OMP (DG-OMP). Les trois séances qui ont eu lieu en 2011 (27 janv., 7 mars et 9 mai), après l'élection de la CP-OMP (déc. 2010) n'ont pas permis d'obtenir les réponses aux questions posées depuis plus d'un an, notamment sur la dotation en postes et leurs affectation, le taux d'encadrement, etc. et, plus globalement, sur les besoins de l'Office et l'utilisation des ressources obtenues. La problématique de la mobilité forcée et des affectations au sein de l'Office, source de nombreuses doléances et incompréhensions, a été dénoncée par la CP: toutefois, elle n'a pas pu être abordée sereinement à cause du déni de la DG-OMP quant aux inquiétudes exprimées par les collaborateurs de l'OMP, aux conséquences négatives sur le fonctionnement des équipes et aux effets délétères des méthodes employées sur la santé du personnel. Le bilan, par la force des choses très provisoire, de ce premier semestre de fonctionnement de la CP-OMP est à ce stade encore nettement insatisfaisant. [Site de la CP-OMP : http://www.cp-omp.info/cp/](http://www.cp-omp.info/cp/)

⇒ *L'Assemblée mandate la CP-OMP pour a) rappeler à la DG-OMP le rôle de la commission, b) demander que les séances soient plus sérieusement préparées du côté de la DG, c) exiger davantage de temps pour aborder les objets, d) faire un compte rendu précis au bout d'une année de fonctionnement afin que le personnel puisse se déterminer sur la suite et sur l'avenir à donner à la commission.*

2) A pris note que d'après les quelques chiffres lâchés par la DG-OMP et l'investigation réalisée par la CP-OMP, le nombre de consultations et les effectifs ont constamment augmenté entre 1991 et 2010 alors que le **nombre de postes** pour les prestations directes aux enfants a proportionnellement diminué avec la même constance durant ce laps de temps.

⇒ *L'Assemblée fait part de sa grande inquiétude quant à la visible dégradation des prestations et des conditions de travail. Elle juge impossible de cautionner les projets de la DG-OMP tant qu'un effort conséquent, qui montre que la tendance s'inverse, ne sera pas réalisé. Elle mandate la CP-OMP pour revenir sans arrêt sur cette question auprès de la DG et refuser d'entrer en matière sur l'application d'autres objets tant que des réponses en termes de moyens, approuvées par l'Assemblée, n'auront pas été formulées par la DG et le DIP.*

3) A débattu du contenu des **projets de cahiers des charges** des « responsables thérapeutique ou pédagogique d'une structure de l'enseignement spécialisé » fournis par la DG-OMP. Le personnel constate que ces textes ignorent les positions du personnel clairement exprimées, notamment sur le refus de créer une couche hiérarchique supplémentaire autant dans les regroupements de classes spécialisées que dans les CMP.

⇒ *L'Assemblée refuse ces deux projets et demande qu'un groupe de travail paritaire, muni d'un mandat clair et validé par la CP-OMP, soit mis sur pied pour reprendre entièrement ces cahiers des charges.*

En conséquence et en outre, l'Assemblée du personnel décide de :

- dénoncer la non prise en compte** de l'investissement consenti par le personnel, leurs délégué-e-s élu-e-s à la CP et leurs associations professionnelles et syndicales, attitude qui prépare un avenir difficile pour les employé-e-s de l'OMP, une dégradation de leurs conditions de travail, avec des retombées négatives sur la qualité des prestations offertes aux usagers et aux usagers
- dénoncer les méthodes arbitraires** de gestion du personnel de la direction de l'OMP et leurs effets délétères sur la santé des collaborateurs
- ne pas accepter les dérives autoritaires** de la direction de l'OMP, de contrer les velléités de passer outre l'avis du personnel et de **s'opposer à l'attitude de la direction de l'OMP**, qu'elle juge contre-productive ;
- ne pas cautionner l'évolution de l'organisation hiérarchique de l'OMP** qui se révèle aberrante en multipliant les strates hiérarchiques au détriment des besoins du terrain
- soutenir le boycott** de la matinée de « formation » du 8 juin 2011, lancé par la SPG
- réaffirmer sa confiance en la délégation élue**, laquelle continuera d'intervenir notamment auprès de la direction de l'OMP et du DIP selon les mandats que lui confieront les prochaines Assemblées du personnel
- convoquer une 9^{ème} Assemblée du personnel à la rentrée 2011** pour faire le point sur les avancées ou déconvenues nouvelles.

Enfin, l'Assemblée juge inacceptable que le **projet de règlement de la loi sur l'intégration** (C 1 12) n'ait pas été soumis pour consultation et information à la CP-OMP par le DIP et la DG-OMP, et demande donc que l'avis de la CP-OMP soit fourni au DIP pour fin juin, sans tenir compte du délai irréaliste (2 juin) donné par le DIP.

RÉSOLUTION ADOPTÉE par 68 voix POUR, 2 voix CONTRE, 2 abstentions

Assemblée du personnel de l'OMP

Société pédagogique genevoise (SPG)
case postale 5434 – 1211 Genève 11

Syndicat des services publics (SSP/Vpod)
6, Terreaux-du-Temple – 1201 Genève

Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT)
case postale 3987 – 1211 Genève 3